

La modernisation du Japon revisitée : Que reste-t-il de l'approche moderniste ?

Nobutaka MIURA

仏語仏文学研究 第42号 抜刷 2010年3月1日発行
中央大学仏語仏文学研究会

La modernisation du Japon revisitée : Que reste-t-il de l'approche moderniste ?

Colloque franco-japonais tenu les 11 et 12 juillet 2009
à la Maison franco-japonaise

Nobutaka MIURA

Argument préparé par Miura Nobutaka à l'attention de M. Marc Humbert, directeur de l'Institut de recherche de la MFJ et co-organisateur du colloque, ainsi qu'à celle des intervenants français. Ce papier a été présenté oralement dans le séminaire du 16 juin 2009 en 601 de la MFJ.

Pour les noms de personnes japonais, le patronyme précède le prénom.

1 Civilisation, Modernisation, Globalisation

Dans sa conférence prononcée à la MFJ le 9 décembre 2008, François Hartog, l'auteur de *Régimes d'historicité* (Seuil, 2003) dont la traduction en japonais est parue à la même date, a fait la remarque suivante, qui a retenu mon attention. La « globalisation », dit-il, tend à occuper aujourd'hui une place analogue à celle de la « modernisation » dans les années 1950–60, voire la « civilisation » au début du XIX^e siècle: avec ce même suffixe, marque que le processus est l'objet même de l'étude. Remarque pertinente, car « civilisation », « modernisation », « globalisation », ces trois mots-clefs de trois temps différents de l'histoire occidentale sont aussi les trois thèmes mobilisateurs de la conscience historique des Japonais aux trois moments de leur histoire moderne et contemporaine.

« Civilisation » 文明化, d'abord. Fukuzawa Yukichi 福澤諭吉 (1834–

1901), philosophe et éducateur des plus influents de l'ère Meiji 明治, s'est inspiré des livres d'histoire de la civilisation de François Guizot (*Histoire de la civilisation en Europe*, 1828) et de Henry Buckle (*History of Civilization in England*, 1857) pour écrire son *Traité de civilisation* 『文明論之概略』 de 1875 (l'an 8 de l'ère Meiji). Ce titre principal de Fukuzawa est considéré comme l'ouvrage fondateur indiquant le chemin de la « civilisation » que le Japon devait suivre pour « sortir de l'Asie et entrer en Occident ». Il faut signaler tout de suite que le mot « civilisation » est traduit par *kaika* 開化 quand il s'agit de la civilisation-prosesus et par *bunmei* 文明 quand il s'agit de la civilisation-état, résultat de la civilisation-processus.

Coincidence significative, Fukuzawa, l'auteur de *L'encouragement à l'étude* 『学問のすすめ』, le plus grand best-seller du début de Meiji, est le contemporain de Jules Ferry (1832–1893), le père de l'école républicaine et l'avocat de la « mission civilisatrice ». « Les races supérieures, déclare Ferry en 1885, ont le droit et le devoir de civiliser les races inférieures », alors que Fukuzawa publie, en 1885 aussi, son plaidoyer pour « Sortir de l'Asie » (*datsuaron* 「脱亜論」). L'idée de « civilisation » d'origine occidentale a ainsi voyagé au cours du XIXe siècle jusqu'en Extrême-Orient pour que le Japon émerge comme une puissance coloniale montante au tournant du siècle.

« Modernisation » 近代化, ensuite. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le Japon vaincu, complètement désarmé, est reparti de ses ruines pour la reconstruction de ses appareils productifs tout en démocratisant ses institutions sous l'occupation américaine (1945–1952). A partir de 1955, l'économie japonaise entre dans un long cycle de croissance rapide. C'est après le reflux du grand mouvement civique contre la reconduction du traité militaire nippo-américain (*Anpo* 安保) de 1960 que la « modernisation » du Japon est devenue l'enjeu majeur du débat en sciences sociales. Edwin Reischauer, professeur d'histoire du Japon à Harvard, nommé Ambassadeur des Etats-Unis à Tokyo (1961–1966), a joué un rôle déterminant dans cette orientation de la recherche.

La croissance économique rapide continue au-delà des événements

de 1968, quoique ralentie par les deux crises pétrolières des années 1970, si bien qu'Ezra Vogel, directeur d'études asiatiques à Harvard, publie en 1979 *Japan as Number One*. Les années 1980 seront marquées par le discours triomphaliste de la voie japonaise de la modernisation, accompagné paradoxalement du « postmodernisme » qui relativise, voire remet en question la modernité occidentale. Le thème du colloque maudit de 1942 : « le dépassement de la modernité » 近代の超克, refait surface et intrigue le courant postmoderne japonais. Si en 1942, le Japon n'était pas encore arrivé en termes de modernisation à une étape du développement qui justifierait cette revendication du dépassement de la modernité, dans les années 1980, il est parvenu à dépasser, en termes de PIB, toutes les nations européennes.

« Globalisation » グローバル化, enfin. La fin de la guerre froide déclenchée par la chute du Mur en 1989, place le Japon devant la nouvelle donne de la « globalisation ». La mort de Hirohito en janvier 1989 marque la fin de la très longue ère Shōwa 昭和 (1926–1989), mais le nouveau départ du Japon est entravé par l'éclosion de la bulle financière au début des années 1990. Le Japon entre dans un long tunnel de récession, le sentiment de déclin s'installe. Sur le plan géopolitique, l'effondrement du bloc soviétique fait du Japon « l'orphelin du monde d'après la guerre froide » (Philippe Pons), dominé par la superpuissance américaine. Pourquoi l'orphelin ? Parce que pour l'Amérique qui est sortie gagnante de la guerre froide, l'importance stratégique du Japon a très nettement diminué. Il n'est plus l'allié privilégié ni le protégé inconditionnel des Etats-Unis. Pour entretenir son alliance asymétrique avec l'oncle Sam, le Japon devra lui payer un tribut plus important que par le passé, d'une guerre en Irak (1991) à l'autre (2003).

En revanche, les relations avec la Chine et la Corée deviennent très tendues à cause de la visite répétée du sanctuaire Yasukuni 靖国神社 par le Premier ministre Koizumi Junichirō 小泉純一郎 (2001–2006). La Chine et la Corée qui ont rattrapé leur retard de développement, deviennent acteurs à part entière de la globalisation en concurrence avec le Japon. Trois dates des Jeux Olympiques dans les capitales asiatiques

en disent long : 1964 à Tokyo, 1988 à Seoul et 2008 à Pékin. L'Asie a été le laissé-pour-compte du débat japonais sur la civilisation et la modernisation de la nation. Objet de la conquête militaire dans le passé, l'Asie méprisée et oubliée entre en scène par derrière et occupe l'avant-scène du débat sur la réconciliation, condition indispensable pour la construction de la Communauté est-asiatique.

2 Trois moments critiques de *kaikoku*

Rappelons que ces trois temps de l'histoire du Japon moderne correspondent à trois moments de *kaikoku* 開国 (ouverture du pays à l'extérieur). Le premier *kaikoku* est l'ouverture forcée des ports sous la menace des canons des « bateaux noirs » américains qui arrivent dans la baie d'Edo (actuel Tokyo) en 1853. L'ouverture forcée concédée aux puissances occidentales par le gouvernement du Shôgun est à l'origine de la chute de ce dernier et de la Restauration du pouvoir impérial en 1868. Le Japon se met à l'école de l'Occident pour rattraper son retard en termes de civilisation matérielle, avec le slogan de « techniques occidentales, esprit japonais » 和魂洋才.

Le deuxième *kaikoku* est l'ouverture forcée en 1945, suite à la défaite de l'Empire du Soleil levant dans la « Guerre de la Grande Asie de l'Est » 大東亜戦争. Le Japon connaîtra, sous l'occupation par l'armée de Mac-Arthur, une série de réformes en profondeur de démilitarisation et de démocratisation. La guerre froide qui s'installe en Extrême-Orinet avec la révolution communiste en Chine en 1949 et la guerre de Corée en 1950, a fait changer la politique de l'occupation américaine. Le Japon bénéficiera de la tutelle et de la protection de l'oncle Sam tout en se réarmant malgré l'article 9 de la nouvelle Constitution. Il concentrera ses efforts au développement économique et industriel sous le parapluie nucléaire américain.

Si le Japon s'est très bien tiré de ces deux grandes épreuves, c'est qu'il a su, à chaque moment crucial, définir son grand projet national, que ce soit le projet de la « civilisation » pour l'ère Meiji, que ce soit le projet de la « modernisation » pour la période de l'après-guerre. Mais il n'en

va pas de même pour la troisième épreuve, non moins importante, celle de la « globalisation ». Le Japon est à la dérive dans le monde qui change très vite, sans aucun projet national bien défini, la gouvernabilité de l'appareil étatique étant en chute libre.

3 Globalisation historique en plusieurs vagues

Pour articuler nos trois termes dans une très longue durée, on pourrait considérer la « civilisation » et la « modernisation » comme deux grandes vagues de la « globalisation » historique qui s'est déclenchée avec l'expansion de l'Europe dans le monde faisant suite aux Grandes Découvertes du XVe siècle. Les premiers « barbares du Sud » 南蛮人 arrivent jusqu'au sud du Japon dès les années 1540, avec des armes à feu et le christianisme. Si le Japon a su échapper à la première vague de la globalisation par la politique de *sakoku* 鎖国 (fermeture du pays) mise en place au cours des années 1630, il ne peut pas résister à la deuxième vague de la globalisation qui déferle sur ses rivages au milieu du XIXe sous la forme de pression commerciale et colonisatrice des puissances occidentales (la guerre de l'Opium en 1840–1842). Le Japon relève ce défi par son projet de construction d'un état indépendant et fort par l'appropriation de la civilisation occidentale avancée. Force est de constater aujourd'hui que le Japon est le premier pays non-occidental qui ait réussi à se hausser au rang de l'Occident. S'il faut distinguer la vague de « civilisation » du XIXe siècle et la vague de « modernisation » des années 1950–1960, pour reprendre la périodisation de François Hartog, on pourrait affirmer schématiquement que la « civilisation » est d'origine européenne, et la « modernisation » d'origine américaine : le centre de la gravité de la civilisation occidentale a basculé, à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, de la vieille Europe vers le nouveau continent outre-Atlantique.

Ce transfert du pouvoir d'attraction, ce déplacement du centre de gravitation intellectuelle, de l'Europe en Amérique, est particulièrement visible au Japon. Les participants du colloque désormais célèbre du « dépassement de la modernité » tenu en juillet 1942, donc sept mois

après l'attaque surprise de Pearl Harbor, sont tous de formation intellectuelle européenne, que ce soit les philosophes de l'Ecole de Kyoto grands connaisseurs de la philosophie allemande, que ce soit les membres de la revue *Bungakukai* 文学界 (équivalent japonais de la NRF) rompus à la littérature et la poésie modernes françaises, que ce soit les écrivains convertis de la littérature prolétarienne au Romantisme japonais. Les Etats-Unis n'étaient pas encore considérés comme un grand foyer de la civilisation. Ce n'est donc qu'après la Deuxième Guerre mondiale que la culture populaire américaine commence à pénétrer dans notre archipel, malgré la domination du marxisme et de l'existentialisme sartrien dans les milieux intellectuels jusqu'aux années 1960. Dans les années 1980, lorsque le Japon est devenu la deuxième puissance économique mondiale après les Etats-Unis, les technocrates du MITI disaient qu'il n'y avait plus rien à apprendre de l'Europe. Même la pensée postmoderne d'origine française est venue au Japon, dans une large mesure, via les universités américaines.

4 Deux tropismes opposés : occidentalisation et retour au Japon

Si l'on examine plus en détail le processus de civilisation et de modernisation du Japon, l'on s'aperçoit qu'il est mû par la dynamique de deux mobiles contradictoires. Le premier est le penchant pour l'ouverture à l'Occident et le mimétisme civilisationnel, et le deuxième, le désir de retour à la source et le besoin de réaffirmation de l'identité culturelle japonaise.

Selon Nishikawa Nagao 西川長夫 (né en 1934), historien comparatiste francisant, on pourrait attester l'alternance cyclique des deux tropismes diamétralement opposés dans l'histoire du Japon moderne : ouverture au monde et repli sur soi, xénophilie occidentaliste et xénophobie nationaliste, penchant modernisateur et penchant traditionaliste. Tout se passe comme s'il y avait des hauts et des bas dans l'humeur du Japon cyclothymique.

Si la première moitié de l'ère Meiji (1868–1912), de la Révolution de Meiji en 1868 à la promulgation de la Constitution impériale en

1889, est marquée par l'engouement pour la civilisation occidentale, la deuxième moitié, allant des victoires successives sur la Chine en 1895 et sur la Russie en 1905, l'est par le désir de réaffirmation de la l'identité culturelle japonaise. Les négociations pour la révision des « traités inégaux » que le Japon a dû subir en 1858, ne sont pas achevées avant 1911, un an après l'annexion de la Corée. Le même type d'alternance se répète au cours de la période de 1912 à 1945 : si l'ère Taishō 大正 (1912–1926) est marquée par la volonté du Japon de participer au concert international (Japon membre de la Société des Nations dès 1920) et par le développement de la démocratie parlementaire (suffrage universel masculin en 1925), la période qui suit l'invasion de la Mandchourie en 1931 et qui s'achève par la capitulation du Japon en 1945, l'est par la montée en puissance de l'idéologie ultranationaliste justifiant l'expansion militaire en Asie.

L'histoire du Japon de l'après-guerre connaîtra à son tour le même cycle d'alternance : si la période de 1945 à 1960 est celle de l'ouverture à l'extérieur (entrée à l'ONU en 1955) et de mouvement pour la paix et la démocratie (grande mobilisation contre le traité militaire nippo-américain en 1960), celle qui la suit, des Jeux Olympiques de Tokyo en 1964 jusqu'en 1989, assiste au développement du discours culturaliste complaisant et de plus en plus triomphaliste sur l'avantage des spécificités japonaises (*Nihonjinron* 日本人論).

Le mérite de l'étude de Nishikawa consiste à avoir démontré que cette alternance de la tentation occidentaliste et de la tentation du retour au Japon correspond à celle du discours civilisationniste et du discours culturaliste. En effet, si les occidentalistes (*ôkashugisha* 欧化主義者) privilégient le mot *Bunmei* 文明 (civilisation universelle et universalisable, donc transmissible), les nationalistes (*kokusuishugisha* 国粹主義者) préfèrent le mot *Bunka* 文化 (culture originelle et originale, donc irréductible). La théorie de Nishikawa sur l'alternance de *Bunmei* et de *Bunka* s'articule bien avec sa thèse sur la répétition cyclique du désir d'« occidentalisation » (*ôka* 欧化) et celui de « retour au Japon » (*kaiki* 回帰). Signalons que l'usage différencié de *Bunmei* et de *Bunka* en japonais correspond

à peu près à l'usage que font les Allemands, au cours du XIXe siècle, de *Zivilization* et de *Kultur* en opposant à l'universalisme des *Lumières* le particularisme du *Volksgeist*.

5 La mort annoncée de la « démocratie de l'après-guerre » ?

Cependant, sa grille d'analyse sur l'alternance de l'ouverture et de la fermeture est difficilement applicable à la période d'après la guerre froide où le Japon est exposé aux aléas de la globalisation. Car nous voyons, depuis vingt ans, ces deux penchants, l'un pour l'ouverture et l'autre pour le repli sur soi, s'affronter et s'opposer de manière quasiment schizophrénique. La critique postcoloniale et féministe étant très développée au cours des années 1990 (dénonciation de l'Etat japonais par des « ex-femmes de réconfort » coréennes 従軍慰安婦), la perte de la confiance en soi et l'amour-propre blessé ne font qu'exacerber le sentiment nationaliste xénophobe. Le slogan de « liquidation du régime de l'après-guerre », lancé par le Premier ministre Abé Shinzô 阿部晋三 (sept. 2006–sept. 2007), illustre bien le néo-nationalisme révisionniste de l'aile droite du PLD (parti libéral démocrate 自民党). Ce dernier revendique la révision de la Constitution démocratique et pacifiste de 1946, sous le prétexte qu'elle a été imposée par l'occupant américain. Les forces démocratiques et citoyennes se sont regroupées autour de « l'Association l'article 9 » 九条の会 pour contrecarrer la tentative de liquidation de « la démocratie de l'après-guerre » 戦後民主主義 dont la mort est proclamée depuis longtemps.

Si « la démocratie de l'après-guerre » n'est pas encore complètement morte, ses défenseurs disparaissent d'année en année. Maruyama Masao 丸山眞男 (1914–1996) et Katô Shûichi 加藤周一 (1919–2008), pour ne citer que ces deux intellectuels-phares de la gauche libérale, ont disparus l'un après l'autre en l'espace de douze ans.

Ce qui a complètement changé le paysage idéologique avant et après 1989, c'est le renversement des rapports de forces entre la droite et la gauche, entre les conservateurs et les progressistes. La démocratie de l'après-guerre a été soutenue en tandem en quelque sorte par la gauche

marxiste et par la gauche libérale « moderniste » (*kindaishugui* 近代主義) illustrées par Maruyama et Katô. Mais aujourd'hui, la gauche marxiste a à peu près disparue, et la gauche libérale moderniste n'est pas suffisamment relayée par les nouvelles générations. Il ne reste qu'une nouvelle gauche « postmoderne et déconstructionniste » née dans les années 1980 et 90, mais son influence sur l'opinion publique est assez limitée. On assiste ainsi, depuis vingt ans, au glissement droitier du discours politique dans les médias : néo-conservateurs et néo-nationalistes sans complexe ont gagné considérablement du terrain. Les partis d'opposition de gauche, communiste et socialiste, qui, dans le régime dit de 1955 五五年体制, disposaient de la minorité de blocage dans la Diète (un tiers des sièges), sont réduits aujourd'hui à la portion congrue. Le parti démocrate 民主党, le premier parti d'opposition, n'est pas à gauche mais au centre-droite. Au niveau de la population, le civisme recule en faveur du populisme, la société d'images n'est pas pour rien dans la fragilisation de la démocratie de masse.

6 Inscrire le cas japonais dans la théorie générale de la modernisation

Parmi les trois mots-clefs examinés tour à tour, nous privilégions dans notre colloque la problématique de « modernisation » du Japon. Il aura pour objectif de reconsidérer différents types de discours et d'approches en sciences sociales sur la modernisation du Japon, afin de donner quelques pistes de réflexion sur la place que doit occuper le Japon dans le monde globalisé du XIXe siècle. Nous inviterons cette fois en priorité huit chercheurs japonais à présenter leurs points de vue pour les faire dialoguer avec cinq chercheurs français, spécialisés dans les études japonaises. Nous excluons cette fois les chercheurs étrangers non japonisants, si grande que soit leur compétence dans leur domaine de spécialisation, car ils ne partagent pas suffisamment de références japonaises pour pouvoir participer utilement au débat. Toutefois, notre intention n'est nullement de singulariser la modernisation du Japon en l'isolant dans le panorama général de la modernisation du monde. Au contraire, nous

sommes convaincus que le cas japonais est intéressant à étudier, voire incontournable, si l'on veut élaborer une théorie générale en sciences sociales, et *a fortiori* dans l'étude comparée, de la modernisation du monde. Et pour ce faire, les chercheurs japonais doivent discuter entre eux devant leurs collègues français de façon à contribuer aux échanges intellectuels au-delà des frontières nationales et disciplinaires. Nous ne choisissons pas cette-fois, contrairement à notre habitude, la perspective comparatiste France-Japon sur la question de la modernisation afin de ne pas trop disperser notre attention.

L'esprit comparatiste doit toujours animer, explicitement ou implicitement, les travaux des chercheurs japonais et français. Par conséquent, pour ce qui concerne les conférenciers japonais, nous n'invitons pas nécessairement les francisants, surtout quand ils ne travaillent pas sur le Japon. Nous souhaitons publier les actes du colloque non seulement en japonais mais aussi en français (dans un numéro de la revue *Ebisu*, par exemple) pour présenter aux chercheurs français et francophones non spécialistes du Japon le débat nippon-japonais afin de leur permettre de se familiariser avec les références et les repères constituant la base de nos réflexions, qui seront certainement relativisées, complétées, voire critiquées par les participants français du colloque.

7 Références japonaises incontournables

Le débat intellectuel franco-japonais sur la problématique japonaise est difficile à organiser quand l'orateur français ne connaît pas le Japon ou ne s'y intéresse pas. Je prends un exemple. Le grand débat de décembre 2008 à la MFJ entre Jean-Pierre Chevènement et Higuchi Yôichi 樋口陽一 sur l'idée républicaine dans le monde globalisé que j'ai eu l'honneur d'animer, a remporté un grand succès. Chevènement avait bien préparé cette rencontre avec le sérieux qui est le sien. Il a visité le lendemain de son arrivée, en toute priorité, le sanctuaire de Yasukuni et son musée des guerres pour mieux comprendre la position du constitutionnaliste japonais le lendemain. Il possède de bonnes connaissances sur l'histoire du Japon moderne pour pouvoir échanger des vues sur la transmissibilité

ou la traductibilité de l'idée républicaine dans le contexte japonais.

Pour faciliter la compréhension du public japonais, Higuchi a présenté non seulement la définition de la République chez René Capitan, son maître et Garde des Sceaux du Général de Gaulle, mais aussi la conception des deux libertés chez Maruyama Masao et le propos tenu par le romancier Shiba Ryôtarô 司馬遼太郎 (1923–1996) sur la Nation japonaise. Il a aussi cité le propos d'Itô Hirobumi 伊藤博文 (1841–1909), un des pères-fondateurs de l'État impérial de Meiji, pour dire que le constitutionnalisme était déjà présent dans la Charte impériale de 1889. Pour ma part, j'ai fait allusion non seulement à la distinction entre la Nation ethnique et la Nation civique chez Dominique Schnapper, la théoricienne de « la communauté des citoyens », mais aussi à la traduction du *Contrat social* de Rousseau par Nakaé Chômin 中江兆民 (1847–1901), le fondateur des études françaises au Japon ainsi qu'au souvenir de Katô Shûichi 加藤周一, grand intellectuel encyclopédique disparu quinze jours avant, parce que l'on devait parler de « l'article 9 » au cours du débat. J'ai évoqué aussi la notion de « démocratie impériale » 天皇制デモクラシー que développe John Dower, historien américain au MIT, dans son *Embracing Defeat : Japan in the Wake of World War II* (1999).

Mais j'étais sûr que certaines de ces références japonaises ne disaient pas grand-chose à l'auditoire français et peut-être au ministre français non plus. Ce n'est pas du tout un reproche. Un Français non spécialiste du Japon n'a aucun devoir de connaître tous ces éléments. Chevènement est venu à Tokyo pour parler de la République française et de la voix de la France dans le monde à venir, mais aussi avec le désir de connaître le Japon d'aujourd'hui. J'ai dit donc dans ma petite conclusion combien je me réjouissais de la traduction en français des classiques de la pensée japonaise de Meiji, parue en 2008, comme *Plaidoyer pour la modernité* de Fukuzawa Yukichi 福沢諭吉 (1835–1901), *Dialogues politiques de trois ivrognes* 『三酔人経綸問答』 de Nakaé Chômin 中江兆民 (1847–1901), le traducteur du *Contrat social*, et *L'impérialisme, le spectre du XXe siècle* 『二十世紀の怪物、帝国主義』 de Kôtoke Shûsui 幸徳秋水 (1871–1911), le disciple de Chômin et un des premiers socialistes japonais, accusé

pour le crime de lèse-majesté et exécuté en janvier 1911. En effet, il faudrait avoir un minimum de connaissances de ces trois auteurs qui sont respectivement le premier « libéral » au sens fort du terme, le premier « républicain » et le premier « socialiste » du Japon moderne. Désormais, le lecteur français du livre de Chômin comprendra en quoi j'assimile Higuchi au Maître Nankai 南海先生, l'aîné des trois ivrognes.

8 Discours évolutionniste et discours culturaliste sur la modernisation du Japon

L'objectif du colloque n'est pas d'étudier l'histoire de la modernisation du Japon en tant que telle, mais d'examiner l'évolution du discours sur la modernisation du Japon en sciences sociales depuis 1945. Nous distinguons deux types de discours quitte à complexifier leur opposition : le discours de l'évolutionnisme linéaire 單線的発展段階論 d'un côté, et le discours de la typologie culturaliste 文化類型論 de l'autre. Selon la perspective évolutionniste linéaire du progrès, la modernisation du Japon doit être analysée et évaluée à l'aune du modèle de la société la plus développée et par rapport à la modernité occidentale élevée en *telos*. Selon la perspective typologique culturaliste, par contre, il y a différents types de société comme il y a différents types de culture. Les modalités et le rythme du développement de la société japonaise se font en fonction de ses données socio-culturelles de base. Il n'y a pas de modèle universel, il n'y a pas une seule voie mais des voies multiples de la modernisation. Le Japon ne s'est pas modernisé par son occidentalisation, mais en suivant la voie qui lui est propre.

Pour donner tout de suite un exemple de chacun des deux types de discours, citons la dialectique matérialiste pour l'évolutionnisme linéaire et le *nihonjinron* 日本人論, le discours narcissique sur la japonité, pour la typologie culturaliste.

Ce n'est pas après 1945 que les sciences sociales commencent à s'intéresser à la question de la modernisation du Japon. C'est le courant marxiste qui a été le premier à l'étudier dès le milieu des années 1920. Il s'agit du débat sur le degré du développement du capitalisme japonais

qui opposait deux écoles du marxisme, *Kozaha* 講座派 et *Rônôha* 労農派. La dialectique matérialiste fournit la vision déterministe du progrès de l'histoire en trois étapes. D'abord, la révolution citoyenne met fin au régime féodal et établit la démocratie bourgeoise, qui sera à son tour renversée par la révolution prolétarienne avec l'implosion des contradictions internes du capitalisme. La divergence de vue entre *Kozaha* (communiste) et *Rônôha* (socialiste) provenait de la divergence dans l'analyse de la Restauration/Révolution de Meiji ainsi que dans l'évaluation du degré de développement du capitalisme japonais. Pour le *kozaha* (communiste), le Japon reste encore au stade semi-féodal avec l'absolutisme du système de l'Empereur et la forme pré-moderne de métayage dans la zone rurale. Il faudrait donc faire la révolution bourgeoise d'abord, avant de préparer la révolution socialiste. Tandis que pour le *Rônôha* (socialiste), le capitalisme japonais est suffisamment développé avec la concentration monopolistique du capital, pour aller directement à la révolution prolétarienne. Cependant, les communistes et les socialistes seront victimes d'une dure répression par la police de l'Etat impérial au cours des années 1930.

Dans la pensée politique aussi, la vision évolutionniste linéaire était dominante sous l'influence du philosophe anglais Herbert Spencer, traduit dès les premières années de Meiji. Le régime politique devait évoluer d'abord de la monarchie absolue à la monarchie constitutionnelle, avant de passer à terme à la démocratie fondée sur la souveraineté populaire. Cette perspective est déjà ébauchée dans *Dialogues politiques de trois ivrognes* de Nakaé Chômin de 1887. Le Japon se dote ainsi de sa première constitution moderne en 1889, inspirée par le modèle prussien ou allemand, donnant lieu à la création de la Diète l'année suivante. Mais en 1910, l'année où le Japon annexe la Corée, la première génération de vingt-quatre socialistes et anarchistes sont arrêtés pour un complot supposé de l'attentat à la vie de l'empereur, et la moitié d'eux sont condamnés à mort et exécutés par pendaison. Voilà la fameuse « affaire de lèse-majesté » 大逆事件 connue sous le nom de « l'affaire Kôtoke » 幸徳事件 dont nous aurons le plaisir d'écouter l'analyse par Christine Lévy.

Après la période d'accalmie baptisée « la démocratie de Taishô » 大正デモクラシー dont Yoshino Sakuzô 吉野作造 (1878–1933) est le principal promoteur théorique, la situation tourne de plus en plus mal. La loi pour le maintien de l'ordre 治安維持法 de 1925 fonctionnera comme une bombe à retardement dans les années 1930. Arrestations, emprisonnements et tortures s'ensuivent. Kobayashi Takiji 小林多喜二 (1903–1933), le romancier le plus talentueux de la littérature prolétarienne, est torturé et tué par la police en 1933, l'année où les principaux leaders du parti communiste en prison sont obligés d'apostasier 転向. La censure va frapper fort jusqu'au discours scientifique non-marxiste, dès qu'il est soupçonné de désacraliser l'essence irréductible de l'Etat impérial (*kokutai* 国体). Minobé Tatsukichi 美濃部達吉 (1873–1948), professeur de droit public de l'Université impériale de Tokyo, est ainsi accusé en 1935 pour sa théorie de la monarchie constitutionnelle ayant l'Empereur comme organe de l'état souverain 天皇機関説. Ses ouvrages interdits, il est destitué de ses fonctions de sénateur.

9 Gauche libérale moderniste, pilier de la « démocratie de l'après-guerre »

Avant la guerre, l'usage même du terme *tennôsei* 天皇制 (système de l'Empereur) était un tabou. *Tennôsei*, qui était à l'origine la traduction en japonais du *tsarisme*, circulait clandestinement parmi les communistes. On n'avait pas le droit d'appeler un chat un chat. Après la guerre, la liberté de l'expression enfin retrouvée, la dérive militariste et facisante du système de l'Empereur fait l'objet prioritaire de l'analyse en sciences sociales. Maruyama Masao, historien des idées politiques, publie dans la revue *Sekai* 世界 de mai 1946 son analyse pénétrante de « *la logique et la psychologie de l'ultranationalisme* », qualifiant le *tennôsei* du « système d'irresponsabilité hiérarchisé ». Il deviendra ainsi l'intellectuel le plus influent de la « démocratie de l'après-guerre » avec Otsuka Hisao 大塚久雄 (1907–1996), fondateur de l'étude de l'histoire économique en Europe et traducteur de *L'ethique protestante et l'esprit du capitalisme* de Max Weber, ou Kawashima Takenobu 川島武宣 (1909–1992), sociolo-

gue du droit, auteur de *La structure familiale de la société japonaise* 『日本社会の家族的構造』 (article en 1946, livre en 1948). Si Kawashima critique le caractère féodal et prémoderne de la famille japonaise, Otsuka insiste sur l'importance de l'*ethos* intérieur de l'individu moderne pour la modernisation-démocratisation du Japon.

Ces chercheurs en sciences sociales, progressistes, plus wébériens que marxistes (l'influence de Max Weber est plus précoce au Japon qu'en France), ont œuvré pour défendre la « démocratie de l'après-guerre » à côté du camp marxiste et communiste. Ce dernier leur a collé l'étiquette « moderniste » (*kindanshugui*), non sans condescendance, en les considérant comme tenants de la « démocratie bourgeoise ». Occidentalistes mais comparatistes, ils ont tous étudié la société japonaise dans le miroir de la modernité occidentale pour critiquer le retard de la démocratie dû au déficit de « l'individu-citoyen » dans la « société holiste » japonaise. Certes leur discours n'est pas aussi simpliste et déterministe que celui des marxistes qui considèrent l'infrastructure économique comme le facteur déterminant de la superstructure juridico-idéologique, mais leurs approches s'inscrivent globalement dans le paradigme évolutionniste linéaire, avec cette différence qu'ils font appel à la modélisation idéal-type à la Max Weber. Si la différence entre la société occidentale et la société japonaise est réduite chez les marxistes à celle du degré de développement du capitalisme (« retard asiatique »), elle est plus qualitative que quantitative et plus culturelle qu'économique chez les « modernistes ». Leur idée directrice est celle de l'individu libre et autonome qui serait indispensable pour construire la société civile, moderne et démocratique. Et c'est justement l'individu libre et autonome qui fait cruellement défaut dans la société japonaise hiérarchisée. C'est dans ce sens-là qu'on sera autorisé à leur coller l'étiquette de « gauche libérale moderniste ».

La « démocratie de l'après-guerre » connaîtra son apogée dans la mobilisation massive contre le traité militaire nippo-américain (*Ampo*) de 1960. Le nouveau traité signé et ratifié, le Premier ministre Kishi Nobusuke 岸信介 (1896–1987) démissionne (Kishi, ex-ministre du Général Tôjô, est traduit devant le Tribunal de Tokyo). Après une saison

politique très chaude, le Japon entre dans la saison économique sous le signe du « programme du doublement des revenus en dix ans » 所得倍増計画 du Premier ministre Ikeda Hayato 池田隼人 (1899–1965). En 1961, l'administration Kennedy envoie à Tokyo Edwin Reischauer, grand connaisseur du Japon, pour apaiser le sentiment anti-américain. L'ambassadeur-historien prend l'initiative de lancer l'étude sur la « modernisation » du Japon (*kindaikaron* 近代化論) en faisant valoir que le Japon est le seul pays non-occidental à avoir réussi à se moderniser pour devenir une démocratie. La théorie du développement de W.W.Rostow avec la fameuse notion de *take-off* (*The Stages of Economic Growth : A Non-Communist Manifesto*, 1960 ; tr. jap en 1961) est très favorablement accueillie dans les milieux universitaires hostiles au marxisme. Permettant d'expliquer le mécanisme du développement des « forces productives » sans tenir compte de « rapports de production », elle indique la voie non socialiste du développement dont le Japon donnera un bon exemple aux pays en développement qui risquent de se laisser séduire par l'offre soviétique de l'option socialiste.

Nous sommes au début des années 1960. Le marxisme et le courant de pensée moderniste sont encore prédominants dans les campus universitaires. *La pensée japonaise* 『日本の思想』 de Maruyama Masao, le livre fétiche des étudiants de ma génération, date de 1961. Mais force est de constater que, au cours des années 1960, le basculement se produit : le discours sur la modernisation du Japon passe du *kindaishugui* 近代主義 au *kindaikaron* 近代化論, de la « modernisation-démocratisation » à la « modernisation-industrialisation », pour reprendre la distinction posée par Hidaka Rokurô 日高六郎 (né en 1917), qui a édité en 1964 une anthologie très complète des auteurs dits modernistes aux éditions Chikuma-Shobô (『現代日本思想体系 34 近代主義』).

10 Du relativisme culturel au discours narcissique sur la japonité

Il y a une autre source méthodologique d'origine américaine qui a donné un impact non négligeable au discours en sciences sociales du Japon de l'après-guerre : il s'agit de l'étude de la culture japonaise par

Ruth Benedict : *Le chrysanthème et le sabre* (1946). L'anthropologue du relativisme culturel applique son approche de *Pattern of Culture* à l'étude du comportement et des mœurs des Japonais, sans jamais effectuer d'étude sur le terrain. La distinction typologique qu'elle établit entre la « culture de la culpabilité » et la « culture de la honte » est désormais célèbre : elle correspond grosso modo à celle entre la société individualiste et la société où le collectif l'emporte sur l'individu. Benedict aurait recommandé au Président Franklin Roosevelt de préserver le système de l'Empereur après la guerre, car il était tellement bien installé dans la culture populaire japonaise.

Le premier avatar japonais du relativisme culturel est le livre de Nakane Chie 中根千枝 (née en 1926) : *Les relations humaines dans une société verticale : théorie de la société homogène* 『タテ社会の人間関係、単一社会の理論』 (1967). Selon l'anthropologue indianiste de l'école anglaise, la spécificité de la société japonaise consiste dans son mécanisme d'intégration verticale des personnes de « statuts » différents en fonction de leur appartenante au même « lieu », au même groupe, à la même entreprise comme communauté. Le succès de librairie de ce petit livre est immédiat. Vendu en plus d'un million d'exemplaires et traduit en treize langues, le livre de Nakane inaugure la vogue du discours comparatiste dédié à la spécificité de la culture japonaise (*nihonjinron*). Un des meilleurs produits en est *Le jeu de l'indulgence* 『甘えの構造』 de Doi Takeo 土居健郎 (1920–2009). L'auteur, psychiatre freudien, étudie dans son livre de 1971 la structure de dépendance psychologique particulière chez les Japonais autour de la notion d'*amae* 甘え dont on ne trouve pas l'équivalent en langues européennes (cf. hypothèse de Sapir-Whorf).

Ce qui est important à remarquer est que la typologie établie par le relativisme culturel tend à singulariser la société japonaise, non pas pour la critiquer en termes de « retard » ou de « manque » comme c'était le cas du discours moderniste occidentaliste, mais de revaloriser en essentialisant sa spécificité culturelle qui n'est plus un défaut mais un avantage. La meilleure illustration de cette tendance est sans aucun doute *La société fondée sur « ie » comme modèle civilisationnel* 『文明としてのイエ社

会』(1979), fruit de la recherche commune menée par trois *social scientists*, Murakami Taisuke 村上泰亮 (1931–1993), Satô Seizaburô 佐藤清三郎 (1932–1999) et Kumon Shunpei 公文俊平 (né en 1935). Le mot *ie* désignant la structure traditionnelle et ancienne de famille-maison, la thèse du livre est de dire que la structure communautaire de la société japonaise est le facteur d'explication de sa « modernisation » réussie en termes d'« industrialisation ». Ils réfutent la vision de l'évolution linéaire des modernistes de la génération précédente qui prenaient comme modèle la modernité occidentale idéalisée. La voie de la modernisation, affirment-ils, n'est pas unique mais multiple. La voie du Japon est celle de la modernisation sans individualisme. Le renversement du schéma d'analyse par rapport au discours moderniste, saute aux yeux. Trois auteurs ont été conseillers du Premier ministre Nakasone Yasuhiro 中曽根康弘 (né en 1918 ; 1982–87), conservateur nationaliste, grand ami de Ronald Reagan, ouvrier de la première série de privatisations au Japon. La privatisation du chemin de fer national a eu pour effet le démantèlement du syndicat des cheminots, le noyau dur du syndicalisme combatif du *Sôhyô* 総評 aujourd'hui disparu, qui était le support principal du Parti socialiste.

11 Nouvelle gauche et critique de la modernité occidentale (Post-modernisme)

L'approche moderniste de la gauche libérale n'est pas seulement mise en question par la nouvelle génération de *social scientists* plus droitiers et pro-américains, mais elle est attaquée aussi par la nouvelle gauche.

La nouvelle gauche (*shinsayoku* 新左翼) a vu le jour au Japon après la défaite des forces démocratiques dans la lutte contre l'*Ampo* de 1960. Elle est née sur la critique de la gauche institutionnelle déjà établie : elle accuse les partis socialiste et communiste de ne pas être combatifs, cherchant le changement politique par la voie parlementaire à l'exclusion de la violence révolutionnaire. Mais il faut rappeler au passage que le « mouvement citoyen pour la paix au Vietnam » créé en 1965 se démarque de cette nouvelle gauche radicale. Oda Makoto 小田実 (1932–2007), jeune

leader du mouvement *Beiheiren* べ平連, ancien *fulbrighter*, est un nouveau type d'intellectuel de gauche citoyenne (市民運動), qui sera un des membres fondateurs de « l'Association l'article 9 » à côté de Katô Shuichi en 2005.

Une révolte des étudiants éclate en 1968 à Tokyo comme à Paris. Mais leurs revendications n'étaient pas bien précises. C'était plutôt un mouvement spontané de contestation contre l'ordre établi. Différents courants de la nouvelle gauche s'en mêlent. Mais la génération 68 n'est pas celle de l'*Ampo* 60. Le signe le plus tangible en est que certains étudiants révoltés en 1968 ont mis en cause l'autorité intellectuelle de Maruyama Masao, qui était au commandement de la mobilisation citoyenne de 1960. Le Japon est devenu le Troisième Grand selon le titre de Robert Guillaud (Seuil, 1969), en dépassant l'Allemagne fédérale en termes de PIB. La pauvreté n'était plus le motif mobilisateur des étudiants. Le Japon était au seuil de la société de consommation de masse. Pourtant, le malaise dans la civilisation est très fortement ressenti par un écrivain comme Mishima Yukio 三島由紀夫 (1925–1970). Il vient discuter avec des étudiants gauchistes au campus de Todai-Komaba. Mishima se donnera la mort en 1970 après la tentative échouée d'un coup d'état, au siège des Forces d'autodéfense à Ichigaya, le lieu de mémoire du procès de Tokyo. Le mot qui illustre bien l'état d'âme des étudiants révoltés était *Dochaku* 土着 (attachement au sol, enracinement, rejet de l'emprunt), comme le montre l'engouement des jeunes révoltés pour les films de *yakuza*. (gangster japonais de style ancien). Ils rejettent le rationalisme de la modernité occidentale et invoquent les valeurs indigènes pour se révolter contre les professeurs de culture occidentale. Le livre fétiche de la génération 68 est sans doute *De l'illusion commune* 『共同幻想論』 de Yoshimoto Takaaki 吉本隆明 (né en 1924), penseur-poète inclassable, non universitaire et anti-intellectuels élitistes, à la fois critique du Parti communiste et de Maruyama Masao.

1968 aura été le tournant important dans le basculement de la Nouvelle Gauche née en 1960 au postmodernisme qui s'imposera à partir de 1980. C'est la thèse du livre récent d'Ootake Hideo 大嶽秀夫 (né en

1943) intitulé *L'héritage de la Nouvelle Gauche* 『新左翼の遺産、ニューレフトからポストモダンへ』 (UP of Tokyo, 2007). Ce qui est à remarquer est que ce passage du discours du gauchisme au postmodernisme en vingt ans correspond exactement à la période des années 60 et 70 marquée par la vogue de *Nihonjinron*, d'abord relativiste et de plus en plus nationaliste. Nakasone, le Premier ministre de la droite sans complexe, crée en 1987 le Centre international pour les études japonaises de Kyoto 国際日本文化研究センター pour faire rayonner la culture japonaise à l'extérieur. Le nationalisme culturel triomphe, sur le fond de la prospérité économique dopée par le yen fort (accord de Plaza en 1985). Un philosophe comme Nakamura Yûjirô 中村雄二郎 (né en 1925), traducteur de *L'archéologie du savoir* de Michel Foucault, effectue une relecture de Nishida Kitarô 西田幾多郎 (1870–1945), le maître à penser de l'école de Kyoto, à la lumière du postmodernisme (*La déconstruction de la philosophie de Nishida* 『西田哲学の脱構築』, Iwanami, 1987). Les discours académiques de la droite et de la gauche convergent dans le terrain de l'approche culturaliste valorisant la différence, la spécificité, voire l'originalité de la pensée japonaise. Comme s'il avait anticipé cette tendance dangereuse, un des derniers grands philosophes marxistes comme Hiro-matsu Wataru 廣松渉 (1933–1994) avait publié dès 1980 une relecture critique de l'école de Kyoto, *Un essai sur le dépassement de la modernité* 『近代の超克論』 (rééd. Kôdansha, 1989).

12 Pourquoi revisiter la modernisation du Japon à l'ère de la globalisation ?

Mais qu'est-ce que la modernisation ? Le livre de 1987 du sociologue Tominaga Kenichi 富永健一 (né en 1933), réédité sous le titre de *La théorie de la modernisation* 『近代化の理論』 (Kôdansha), présente, me semble-t-il, une synthèse raisonnable de l'étude et de la recherche sur la modernisation du Japon. Tominaga propose, suivant son inspirateur Tarcott Parsons, d'étudier la modernisation sur quatre versants : construction de l'État-nation et la démocratie parlementaire au niveau politique, industrialisation et capitalisme au niveau économique, passage de *Ge-*

meinshaft communautaire au *Gesellschaft* contractuel et égalisation des conditions par le système éducatif au niveau social ou sociétal, sécularisation ou désenchantement et avènement de l'individu autonome au niveau culturel. Pour Tominaga, la pierre d'achoppement pour le Japon est la modernisation au niveau culturel.

Mais voilà les critères de la modernité qui sont remis en question à la période qu'on appelle en anglais « late modernity ». Nos sociétés sont entrées, sinon depuis 1968, du moins depuis le début des années 1980, dans l'étape de « la seconde modernité » ou « la modernité réflexive ». Qui plus est, la mondialisation qui s'accélère après la fin de la guerre froide, brouille complètement les cartes. Le Japon n'en arrive pas à redéfinir son identité ni son chemin à suivre dans la nouvelle cartographie du monde toujours mouvante et difficilement repérable.

Le livre de l'anthropologue Aoki Tamotsu 青木保 (né en 1938), aujourd'hui directeur de l'Agence de la Culture, *La transformation du discours sur la culture japonaise* 『日本文化論の変容』 (Chûôkôron, 1990), présente un bilan critique et intelligent de différents types de discours sur l'identité culturelle du Japon depuis 1946. Mais son analyse s'arrête au niveau de 1990, et depuis, il n'y a plus de nouvelle analyse cohérente proposée sur ce thème comme si les ressources du *Nihonjinron* 日本人論 étaient épuisées. Cela s'explique d'une part par la fin de la guerre froide qui donnait le cadre stable du développement socio-économique du Japon sous « le régime de 1955 », et d'autre part, par le procès du *Nihonjinron* par la critique épistémologique de l'essentialisme culturel, tant le discours déconstructionniste sur l'identité nationale faisait des ravages dans les milieux universitaires.

C'est l'historien Nishikawa Nagao 西川長夫 que j'ai cité au début de mon exposé, qui théorise la critique de l'État-nation, *kokuminkokkaron* 国民国家論, en publiant en 1992 *Comment dépasser les frontières, Introduction au comparatisme culturel* 『国境の越え方、比較文化論序説』. Multiculturaliste, critique à la fois de l'orientalisme euro-péo-centriste et du nationalisme japonais, la démarche de Nishikawa est suivie de près ou de loin par des chercheurs plus jeunes comme Sakai Naoki 酒井直樹 (né

en 1946, 『死産される日本語・日本人』 1996) ou par Oguma Eiji 小熊英二 (né en 1962, 『単一民族国家の起源』 1995). Les années 1990 assistent à l'émergence du postcolonialisme et du féminisme, deux courants idéologiquement importants, quoique minoritaires, dans le débat public japonais dominé par le révisionnisme historique et le nationalisme néolibéral. Le coming-out des « ex-femmes de confort » coréennes à partir de 1991 déclenche une controverse si véhémente pour diviser la nation avant que la visite par le Premier ministre Koizumi du sanctuaire Yasukuni à partir de 2001 devienne l'enjeu principal du débat.

Sur le plan économique, le Japon est entré dans un long tunnel de récession suite à l'éclatement de la bulle financière au début des années 1990. C'est bon gré mal gré grâce à la politique néolibérale de réforme par le gouvernement Koizumi que le Japon est à peine sorti de la « décennie perdue » avant d'être frappé de plein fouet par l'actuelle crise financière d'origine américaine. La précarisation de l'emploi et la fracture sociale s'aggravent à un tel point qu'ils deviennent pour la première fois au centre du débat de société au Japon au moment où les forces de l'opposition sont très réduites au niveau des partis politiques comme au niveau des syndicats de travailleurs. L'économie japonaise qui était classée du côté du modèle rhénan par Michel Albert, l'auteur de *Capitalisme contre capitalisme* en 1991, a basculé, en l'espace de dix ou quinze ans, du côté du modèle néolibéral américain. Si la faute n'en est pas uniquement aux économistes adeptes de Hayek et de Milton Friedman, on ne peut pas nier que l'américanisation des sciences économiques et politiques amorcée dans les années 1960 n'est pas pour rien dans ce basculement. Dans les années 1960, la majorité des professeurs d'économie était encore marxistes et *Le Capital*, une référence incontournable pour les étudiants d'économie, même si la théorie keynésienne était très étudiée et enseignée. Il me semble nécessaire, pour analyser de façon critique la globalisation au sens de l'américanisation du monde, de désintoxiquer les sciences sociales japonaises de l'influence dominante de l'école américaine tout en la relativisant. Même les théories critiques comme « post-modernisme », « postcolonialisme », « gender studies » ou encore « glo-

bal studies » ne viennent-elles pas des Etats-Unis ?

Ce n'est pas pour faire marche arrière, ce qui n'est pas possible, que je voudrais proposer de revisiter le débat sur la « modernisation » du Japon au temps de la « globalisation ». Mais, si j'ai ajouté comme sous-titre du colloque : « Que reste-t-il de l'approche moderniste ? », ce n'est pas par simple nostalgie. C'est pour examiner l'héritage intellectuel de la génération de Maruyama Masao et de Katô Shuichi qui avaient respectivement 31 et 25 ans le 15 août 1945 et qui n'ont cessé de défendre la « démocratie de l'après-guerre » contre vents et marées. Transmettre leur message aux jeunes qui ne connaissent même pas leur nom, relève de la responsabilité de la génération de 1945 à laquelle appartiennent la plupart des intervenants japonais du colloque.

Les intellectuels du courant moderniste étaient accusés de différents bords pour leur parti-pris bourgeois (oubli du prolétariat), pour leur élitisme (oubli de la masse populaire), pour leur occidentalisme euro-péocentriste (oubli de l'Asie), pour leur modernisme (oubli de la tradition communautaire) et pour leur vision négative du Japon (oubli du génie national). Ces critiques ne sont pas toujours bien fondées. Maruyama est l'auteur de *L'histoire des idées politiques du Japon* 『日本政治思想史研究』 (1952) et Katô, l'auteur de *L'introduction à l'histoire de la littérature japonaise* 『日本文学史序説』 (1975-80). L'objet de leurs travaux était essentiellement la chose japonaise qu'ils ont analysée dans la perspective comparatiste. Leur comparatisme n'est pas simplement bilatéral mais multilatéral et il n'est pas pratiqué avec complaisance mais avec esprit critique.

Je trouve chez le constitutionnaliste comparé Higuchi Yoichi 樋口陽一 un des rares continuateurs de l'héritage du courant moderniste, espèce en voie de disparition. Le constitutionnaliste étant par vocation conservateur du statu quo juridico-politique, il est gardien à la fois de l'article 9 et de l'article premier de la Constitution instituant le système de l'Empereur-symbole de l'unité nationale 象徴天皇制. Libéral et non-marxiste, il a été longtemps au centre de l'échiquier idéologique, mais aujourd'hui, étant donné le glissement du terrain droitier de l'opinion

publique, on le classe à gauche. Tous ceux qui s'opposent à la révision de l'article 9 sont taxés automatiquement de gauche, le glissement sémantique oblige : *sayoku* 左翼 est l'anathème qui était réservé longtemps aux marxistes et aux communistes. Convaincu des valeurs universelles de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, il se déclare opposé philosophiquement au multiculturalisme et au féminisme sans être raciste ni sexiste. Entre l'universalisme et le différentialisme, il opte pour le premier et réfute le second. Pour Higuchi, la Nation, non pas au sens de la « nation ethnique » mais au sens de la « nation civique » étant le cadre et la condition de la démocratie moderne, le projet de construction de l'État-nation basé sur la souveraineté populaire n'est pas encore complètement achevé. Il ne serait certainement pas d'accord avec Nishikawa Nagao qui est né en 1934 comme lui, pour qui l'État-nation est absolument à déconstruire, parce que, je simplifie pour aller vite, l'État-nation serait, par sa dynamique de l'intégration-exclusion, à l'origine de tous les maux de la modernité, allant du nationalisme chauvin jusqu'aux guerres impériales et coloniales en passant par les ségrégations raciales et ethniques. Pour Nishikawa, la globalisation serait un nouveau type de colonialisme sans colonies et la dernière forme de l'exploitation capitaliste sans frontières. Je ne sais pas lequel des deux est mieux à même de penser à l'avenir du Japon dans le XXI^e siècle.

Républicain, Higuchi distingue le patriotisme du nationalisme comme Jean-Pierre Chevènement. Tout en critiquant le nationalisme ethnocentrique japonais, Higuchi partage le « patriotisme constitutionnel » avec le philosophe allemand Jürgen Habermas qui, en 1980, a rétorqué à la critique postmoderne que « la modernité est un projet inachevé ». Je ne sais pas si l'on peut dire encore en 2009 que la modernité est un projet inachevé. Pour ma part, je voudrais conclure provisoirement en disant qu'il ne faut pas dépasser la modernité, mais « dépasser par la modernité » pour reprendre le titre de Harry Harootunian (*Overcome by Modernity*, 2000), car la modernité est, pour moi, la logique de l'auto-critique sans fin et le processus interminable de l'auto-dépassement. La critique postmoderne n'est valable que dans la mesure où elle s'inscrit

dans la logique de l'auto-critique, immanente à la modernité. C'est avec cette réserve importante que je souscris à l'appel de Higuchi au renouveau du « savoir moderne » et à « l'universalisme critique ». Il faut être absolument moderne, comme dit Rimbaud dans *Une saison en enfer*.